







Nos organisations CGT-FERC-SUP, FO ESR, SNASUB-FSU et SUD éducation de l'UPJV, s'inscrivent dans l'appel unitaire interprofessionnel pour faire du 19 mars prochain un temps fort de mobilisation.

La situation sociale en France est marquée par l'expression d'un mécontentement social grandissant et durable. Cela démontre l'aspiration à une véritable justice sociale et fiscale. Ce mouvement dénonce les reculs sur les libertés publiques et individuelles en France (condamnation des violences policières par l'ONU). Le mouvement des gilets jaunes est l'expression récente de cette profonde crise sociale.

Après le retour du gel de la valeur du point qui entraîne des pertes de pouvoir d'achat sans précédent, la mauvaise compensation de la hausse de la CSG, le rétablissement du jour de carence injuste tant pour les salariée-e-s du privé que pour les agent-e-s publics, pour ne s'en tenir qu'à quelques exemples, voici un projet de loi qui poursuit la casse de la Fonction publique.

Ce projet de Loi proposé par le gouvernement démantèle les organismes consultatifs de la Fonction publique et remet en cause les mandats des représentants des personnels. Il impose un recours massif aux contractuels précaires, synonyme d'instabilité, de souffrance et d'affaiblissement de la garantie de neutralité des agents publics. Il installe les éléments individuels de rémunération ouvrant ainsi la porte à des pratiques subjectives et partiales. Ce projet de loi constitue une charge sans précédent contre le Statut Général de la Fonction Publique, et organise les risques psycho-sociaux durablement pour tous les agents quel que soit leur statut. Ce texte est également porteur de reculs très graves pour l'ensemble de la population aggravant encore les inégalités entre les populations rurales et urbaines, connectées ou non.....

**Tout cela se fait à marche forcée**, dans un calendrier extrêmement resserré qui ne permettra pas une concertation digne de ce nom – le texte pourrait être adopté dès juin au Parlement - et ce sans tenir compte des propositions et positions des organisations syndicales.

A l'Université, les conditions de travail sont en constante dégradation. Cette dégradation concerne toutes les catégories de personnels, ceux-ci ne peuvent plus répondre sereinement aux missions de service public qui sont les leurs. À cela s'ajoute le recours de plus en plus abusif à des personnels non titulaires dont les conditions d'exercice sont très précaires. La souffrance au travail est réelle pour nombre d'entre nous, ce constat est alarmant. Si vous êtes dans cette situation, ne restez pas isolés, regroupons-nous.

La coupe est plus que pleine : elle déborde ! L'heure est à la mobilisation de toutes et tous, salariés, retraités, jeunes, étudiants, gilets jaunes sur les revendications communes :

- Une augmentation générale et immédiate des salaires des agents de la Fonction publique et des mesures de rattrapage des pertes subies depuis des années.
- Un plan de titularisation.
- Des créations d'emplois statutaires partout où cela est nécessaire.
- Augmentation des budgets des Universités
- Abandon de Parcoursup, de la loi ORE et de l'augmentation des frais d'inscriptions pour les étudiants étrangers
- L'abrogation du jour de carence.
- La revalorisation des pensions.
- Le maintien et l'amélioration de notre régime particulier de retraite et du code des pensions civiles et militaires ainsi que de la CNRACL.
- Le retrait du projet de loi au profit de mesures renforçant et rénovant le Statut général et permettant un meilleur fonctionnement des services publics.

Nos organisations CGT-FERC-SUP, FO ESR, SNASUB-FSU et SUD éducation de l'UPJV appellent à faire du 19 mars une journée de mobilisations (grève, manifestations, rassemblements).

Cette journée s'inscrit dans un processus de résistance et de maintien du rapport de force nécessaire au maintien de notre démocratie.

Cela passera aussi nécessairement par de prochains temps forts spécifiques dédiés à la Fonction publique.